

UNITED NATIONS
United Nations Organization Mission in the
Democratic Republic of Congo



NATIONS UNIES
Mission de l'Organisation des Nations Unies
en République Démocratique du Congo

MONUC Bulletin



N° 89 du 12 janvier 2004

BULLETIN D'INFORMATION
DE LA MISSION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

www.monuc.org

SOMMAIRE

DDRRR :

- PREMIERE OPERATION DE RAPATRIEMENT D'EX-COMBATTANTS BURUNDAIS
- KASAI ORIENTAL : LES EX-COMBATTANTS SOUDANAIS SE DISENT PRETS A REGAGNER LEUR PAYS

Ituri:

- LA ROUTE BUNIA-KASENYI ENFIN PRATICABLE
- PARDON ET RECONCILIATION A ZUMBE ?

Réunification de l'armée

- PROBLEMATIQUE INTEGRATION ET DEMOBILISATION A LUBUTU

Droits de l'Homme:

- KISANGANI : LES MILITAIRES RETOURNENT A L'ECOLE...DES DROITS DE L'HOMME

Voies de communication

- VOYAGE EN TRAIN DANS LE NORD-KATANGA
- A BORD DU M.V LUKUGA, SUR LE LAC TANGANYIKA

Quips

- REHABILITATION D'UN PONT PRES DE BAFWASENDE

Première opération de rapatriement d'ex-combattants burundais

PAR ELIANA NABAA



Le 28 décembre 2003, la MONUC a procédé au rapatriement volontaire de 151 ex-combattants burundais et de 10 de leurs dépendants dans leur pays. C'est la première fois que le programme DDRR est étendu aux ex-combattants burundais. Ces derniers, qui faisaient partie des FDD ou des FLN avaient été progressivement cantonnés à partir de février 2003 au centre de transit de la MONUC à Adi Kivu, situé à 30km au nord de Bukavu.

Ce rapatriement est l'aboutissement d'un processus entamé plusieurs semaines plus tôt entre la section DDRR de la MONUC et la Commission Nationale de Réhabilitation des Sinistrés du

Burundi. Il devrait paver la voie à des opérations régulières devant aboutir au rapatriement de l'ensemble des ex-combattants burundais encore présents en RDC. La MONUC s'est aussitôt félicitée de ce premier rapatriement

volontaire d'ex-combattants burundais et de l'entière collaboration du gouvernement burundais.

Les ex-combattants burundais ont été conduits jusqu'au centre de réfugiés de Gatumba en territoire burundais où la Commission Nationale de Réhabilitation des Sinistrés (CNRS) les a pris en charge pour les ramener dans leurs provinces et communes d'origine, munis d'un document attestant qu'ils sont rentrés du Congo grâce aux efforts de la CNRS et de la MONUC. Là, les autorités administratives seront chargées de les accueillir et de leur délivrer des documents d'identification pour leur permettre de reprendre une vie normale.

A Gatumba, le chef du groupe des ex-combattants burundais, le commandant Anicet a fait part de sa joie de « rentrer au bercail » et de pouvoir « aider ses compatriotes à construire leur

pays ». Il a par ailleurs souhaité que le gouvernement puisse les aider à retrouver leur travail et leurs lopins de terre. Le commandant Anicet a appelé tous les rebelles burundais qui se trouvent encore au Congo à « rentrer » et à se mettre en contact avec la MONUC qui va les rapatrier « *comme elle l'a fait aujourd'hui* ».

Le président de la CNRS, Frédéric Banvunginyunvira a pour sa part précisé que dans le cadre de l'implantation du programme de la CNRS, des organisations locales seront créées afin d'encadrer ces ex-combattants et faciliter leur réinsertion dans la vie civile par l'octroi de micro-credits.

« Il y a un mois ces ex-combattants qui étaient cantonnés à Adi Kivu étaient au nombre de 119. Aujourd'hui ils sont 151 à rentrer, ce qui me fait croire qu'il y aura d'autres opérations de ce genre et qu'il peut y avoir d'autres personnes qui auront envie de rentrer » a déclaré Frédéric Banvunginyunvira.

Il a précisé que ces ex-combattants appartenaient au mouvement de Jean Bosco et de Pierre Nkurunziza qui viennent de signer un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement burundais, et qu'ils ont exprimé le souhait de retrouver la vie civile et de ne pas rejoindre l'armée. « Nous nous réjouissons du fait que des Burundais rentrent chez eux » a encore ajouté le président de la CNRS.

« Maintenant il faut que les autres puissent les suivre et penser à reconstruire le pays », a-t-il conclu.

Kasaï oriental: les ex-combattants soudanais prêts à regagner leur pays

PAR ELIANA NABAA

Une délégation du secteur 3 de la Monuc a rencontré samedi 6 décembre, un groupe d'ex-combattants soudanais à Bambange, une petite localité située au nord de la ville portuaire d'Îlebo au Kasai Occidental. 49 hommes seraient prêts à rendre leurs armes et à rentrer dans leur pays.

«Nous comptons 49 hommes dans nos rangs», indique le capitaine Allal, chef du groupe armé d'ex combattants soudanais, que rencontrent des responsables militaires MONUC du secteur 3 au terme de négociations menées avec la 4ème région militaire des forces armées congolaises.

Selon des sources militaires à Îlebo, ces hommes, connus sous le nom de «Sierra», faisaient partie d'un bataillon qui combattait aux côtés des Forces armées congolaises, (FAC) au plus fort de la guerre dans cette partie du territoire national. On le sait aujourd'hui, ce bataillon était cantonné à Mapangu, chef lieu du secteur qui porte le même nom.

« Nous voulons coopérer avec les Nations Unies »

A en croire le capitaine soudanais Allal, les ex combattants seraient disposés à coopérer avec les Nations Unies. « L'arrivée de la Monuc à Bambange est pour eux un signal fort en même temps un signe d'espoir», reconnaît pour sa part le lieutenant Abdul, un autre officier soudanais, qui ajoute : «Nous avons vécu depuis plusieurs mois sous stress, ne sachant pas ce que nous deviendrions. »

Plus concrètement, toujours selon le capitaine, ils seraient prêts, à rendre les quelques armes qu'ils détiennent. Autre signe encourageant : le général de brigade Etienne Kasereka, commandant de cette région militaire, a confié à Radio Okapi son intention de tout faire pour convaincre tous ces groupes présents au Kasai

Occidental de plier bagages.

Pour la MONUC, il est essentiel de convaincre ces ex-combattants soudanais, non seulement à déposer les armes, mais aussi à s'impliquer dans la voie de la paix que recherche la RDC en acceptant de retourner dans leur pays. Ainsi que l'explique le Lieutenant-Colonel Gilbert Ouedraogo, chef d'Etat major du secteur 3: « la guerre en RDC est finie. En conséquence, il est impérieux pour tous les ex-combattants de saisir les opportunités qu'offre la communauté internationale à travers la Monuc.».

Une aventure personnelle

« Notre présence en RDC est avant tout une aventure personnelle »,

indique le capitaine, qui précise, d'une voix tremblante : « nous ne sommes pas venus au Congo au nom du gouvernement soudanais ni moins encore du mouvement SPLA de John Garang, Chacun d'entre nous est venu combattre parce que Mzee Laurent-Désiré Kabila nous avait dit qu'à la fin de la guerre chacun aura de l'argent... c'est l'argent dont il est question maintenant», conclut-il

Les conditions

L'argent, précisément est l'une des conditions posées par les ex-combattants : ils exigent une prime de guerre, en vertu, selon eux, d'un accord qu'ils auraient signé en octobre 1998

lors de leur recrutement au sud Soudan, sans disposer cependant d'une copie de cet accord. Ils auraient touché une seule fois leur solde mensuel, qui atteindrait,



DES OBSERVATEURS MILITAIRES MONUC EN COMPAGNIE D'EX COMBATTANTS SOUDANAIS (PHOTO MONUC)

selon le capitaine Allal, 100\$. En outre, les ex-combattants soudanais demandent un moyen de transport pour regagner leur territoire et donc leur famille.

Reste maintenant à déterminer la date et le jour de leur départ. A suivre.

Ituri : la route Bunia – Kasenyi enfin praticable

PAR CHRISTOPHE BOULIERAC

Approvisionnement de Bunia en poisson frais, soutien aux déplacés, sécurisation de l'axe, dynamisation du processus de réconciliation entre communautés: la récente rénovation de la route Kasenyi-Bunia ne manque pas d'enjeux

Gâce à la compagnie népalaise de Génie civil de la MONUC, soutenue par le Génie uruguayen et indonésien et à l'organisation non gouvernementale Agro-action allemande (AAA), financée par USAID, Kasenyi, située au bord du lac Albert, est désormais facilement accessible à partir de Bunia, Chef lieu de l'Ituri.

Approvisionnement de Bunia et réconciliation

La rénovation de cette route de 48 km permet en effet d'approvisionner Bunia en poisson frais et en articles en provenance d'Ouganda. L'accroissement attendu des échanges commerciaux sur l'axe devrait influencer favorablement sur le développement de la ville et la création d'emplois. L'acheminement de l'aide humanitaire s'en trouve également favorisé tout comme le



LA ROUTE APRÈS RÉNOVATION (PIO MONUC)

processus de réconciliation

en cours entre communautés, notamment Hémas et Lendus ,

qui peuvent ainsi plus facilement se rencontrer et organiser des célébrations communes de fin d'année.



Sécurisation et soutien aux déplacés

Ce n'est pas tout. Alors que la route est encore sujette à des actes isolés de banditisme, et que des convois accompagneront deux fois par semaine les transporteurs à partir du 13 janvier prochain, la sécurisation assurée par la MONUC profite en outre aux personnes déplacées. En souhaitant s'inscrire dans le long terme, AAA leur a notamment distribué plus de 25000 kits de non vivres, bâches et houes afin de faciliter leur retour et le rendre durable, un retour que l'on a d'ores et déjà commencé à constater sur certaines portions de l'axe routier. Des cantonniers devraient en outre entretenir la route.

Agro Action allemande, USAID et la MONUC

Ce projet a été initié en août 2003 par l'ONG Agro Action Allemande en partenariat avec la MONUC.

Les contingents MONUC d'ingénieurs, principalement népalais mais aussi indonésien et uruguayen, ont fait les gros travaux grâce aux machines lourdes telles que les bulldozers. Ceux sur place avaient été fortement endommagés lors des affrontements en mai dernier. Les ingénieurs de la MONUC et AAA



ENGINS ONUSIENS À L'OEUVRE (PHOTO MONUC)

continuent par ailleurs à travailler sur le tronçon Kasenyi-Tchomia (9 Km).

Le 13 janvier prochain, l'axe Bunia-Kasenyi sera officiellement inauguré. Cela devrait désormais prendre tout

au plus deux heures pour parcourir les 57 km qui séparent Bunia de Tchomia.

Pardon et réconciliation à Zumbe ?

PAR MICHEL CIRIMWAMI ET CHRISTOPHE BOULIERAC

S'il est vrai qu'en Ituri, les accords signés ont souvent été violés, les déclarations d'amitié des chefs de guerre souvent démenties par les combats, les espoirs souvent déçus, rien ne justifierait pourtant d'ignorer l'atmosphère de réconciliation entre communautés qui prévaut en ce début d'année 2004, comme à Zumbe, à 25 km à l'est de Bunia. Une mesure de l'immense aspiration à la paix de la population iturienne.

« Au nom des Hema du territoire d'Irumu , je demande pardon, à tous les Lendu du territoire de Ndjugu. Pardonnez-nous devant

le monde et devant Dieu. Vous nous l'accordez ? », clame, ce 1^{er} janvier 2004, Augustin Kisembo, chef de la collectivité des Bahema

sud et actuel chef du PUSIC, aux ituriens lendus qui accueillent la délégation de « notables hema ».



BANDEROLES DE RÉCONCILIATION (PHOTO MONUC)

s'installe en Ituri.

« Nous en avons assez de cette guerre. Nous ne restons qu'avec des orphelins et des veuves. La pacification que nous voulons doit éviter toute hypocrisie, une pacification vraie et agréable aux yeux de Dieu », conclut un pasteur d'une église protestante locale.

L'assistance applaudit. Déjà, à Noël, les Lendus avaient été accueillis par les Hémas à Kasenyi, à 48 km à l'est de Bunia pour une cérémonie de réconciliation. « Nous demandons pardon aux Hema...Je crois qu'au nom de nous tous, ce pardon est accordé »..., souligne pour sa part le Chef de la collectivité Lendu Tatsi, Shatsi Ngabile, devant ses invités. Des accolades et une poignée de main symbolique entre les Chefs ennemis d'hier achèvent la cérémonie.

Assez de cette guerre

En présence des membres de l'administration intérimaire, les Chefs de communautés semblent donc enclin à se réconcilier. Les autres discours prononcés exprimaient un franc-parler et une forte aspiration à la paix. L'occasion disait-on, était offerte pour une paix effective et cette fois sans détour ni hypocrisie.

Des voix se sont notamment élevées pour exhorter les chefs de guerre des deux communautés à faire respecter

les droits de l'Homme : que jamais plus la population ne fasse les frais de massacres, de pillages; que les femmes et les enfants ne soient plus jamais violés, utilisés comme esclaves sexuels, torturés. Qu'enfin une paix véritable et durable

CI-DESSOUS : DES FEMMES HEMAS ET LENDUS DANSENT ENSEMBLE (PHOTO PIO/MONUC)



Kisangani : les militaires retournent à l'école...des droits de l'Homme

PAR CHRISTOPHE BOULIERAC

En RDC, l'alibi pratique le plus fréquemment avancé par les auteurs militaires des violations des droits de l'Homme est la méconnaissance, voire l'ignorance de l'existence de ces droits. A Kisangani, le Commandement militaire de la 9^{ème} région militaire qui a lui-même demandé à la section Droits de l'Homme de la MONUC d'organiser un séminaire en la matière. Les militaires assidus ont à l'issue de cette première formation, reçu leur certificat. De nouvelles sessions devraient avoir lieu dans différentes villes de la Province orientale.



LES OFFICIERS MILITAIRES, TRÈS CONCENTRÉS (PHOTO PIO/MONUC)

C'est en réponse à la demande du Général Padiri, Commandant militaire de la 9^{ème} région militaire, que le tout premier séminaire en Droits de l'Homme pour officiers militaires s'est déroulé à Kisangani, le 29 et le 30 décembre derniers.

Vingt-six participants, issus de la Brigade de Kisangani et de l'Etat-Major de la 9^{ème} brigade militaire, ont été donc sensibilisés aux instruments internationaux des droits de l'Homme, au droit international humanitaire, aux procédures de la justice militaire

congolaise et aux règles régissant l'usage de la force.

Deux pièces de théâtre, mettant en scène des situations d'arrestation arbitraire, de torture et de violence sexuelle contre les femmes ont ensuite permis à des experts de la MONUC, des magistrats locaux, des professeurs et des représentants d'organisations non gouvernementales d'aborder des sujets variés, comme précisément la violence à l'égard des femmes ou encore le problème des enfants soldats.

Lors de la cérémonie de clôture, présidée par le Général Padiri et le nouveau Commandant du secteur 2 de la MONUC, le Colonel Major Roudaby, chaque participant a reçu son certificat. Les deux autorités se sont réjoui de l'organisation du premier de cette série de séminaires. Le Général Padiri a encouragé les participants à assumer le mieux possible leur responsabilité de formateurs au sein de l'armée.

Au cours du mois de janvier 2004, c'est Isiro qui pourrait accueillir le prochain séminaire de formation.



CHAQUE OFFICIER REÇOIT UNE ATTESTATION DE PARTICIPATION (PIO MONUC)

Problématique intégration et démobilisation à Lubutu

PAR JACQUES MUKONKOLE ET RACHÈLE MAGLOIRE

Une délégation de la Commission nationale de planification et de coordination de la démobilisation s'est rendue le mardi 30 décembre à Punia (Maniema) et Lubutu (Province orientale), localités vers lesquelles ont afflué des combattants Maï-Maï et Simba, prêts à intégrer l'armée unifiée ou à se démobiliser. Objectif : informer les autorités politico-militaires sur leur mission et récolter les données nécessaires pour faire avancer le processus de démobilisation et d'intégration des groupes armés dans l'armée. Si à Punia l'intégration des Maï-Maï et la démobilisation volontaire semblent marcher, une certaine confusion règne encore à Lubutu.

Confusion à Lubutu : « Environ 570 Maï-Maï et Simba (groupe armé existant depuis les années 60) sont présents dans la cité de Lubutu, souvent armés », indique l'administrateur du territoire de la ville. Au moins deux mille deux cents se trouveraient à quelques kilomètres de la cité, selon leur commandant le Lieutenant colonel Kayobo qui ne dispose cependant

d'aucune liste qui déterminerait leur nombre avec précision

A Punia en revanche, la situation a pu se clarifier. Sur plus de 1400 Maï-Maï qui avaient gagné cette localité, près de 1000 auraient opté pour la démobilisation. Le bataillon de la ville compte 675 hommes, ex-Maï-Maï, et ex ANC/RCD confondus. Ce bataillon

est commandé par un major issu du RCD, assisté d'un ex-combattant Maï maï.

« La guerre est terminée, l'heure de la reconstruction a sonné. Nous devons consolider la paix. Pour cela, il faut une armée restructurée et intégrée » a précisé à leur intention, Dr Luboya Kasongo, délégué du



LA DÉLÉGATION DE LA COMMISSION NATIONALE DE PLANIFICATION ET DE COORDINATION DE LA DÉMABILISATION À LUBUTU (PHOTO PIO/MONUC)

ministère de la Défense nationale dans cette commission technique, et le colonel Aguru, délégué du chef d'état major, au cours d'un entretien avec des ex-combattants dans leur site d'hébergement.

Quel plan pour la démobilisation et l'intégration ?

Ces rencontres avec des autorités locales sont l'occasion de mieux connaître en détail le plan tant attendu de démobilisation et de réintégration du gouvernement de transition. Aux nombreuses questions des responsables civils et militaires de ces localités, le colonel Aguru a indiqué que l'armée congolaise doit être restructurée, intégrée et républicaine. Après l'intégration au niveau de l'état major ou toutes les composantes sont déjà représentées, il faut maintenant entamer le processus au niveau des troupes.

Tous les hommes en armes, qu'ils aient appartenu à une armée régulière, rebelle ou à des mouvements de guérillas comme les Maï-Maï, doivent être regroupés pour identification. Il y aura ensuite l'évaluation de leur condition physique, morale, et des enquêtes sur leur passé. Les personnes âgées, les enfants, les invalides, les vulnérables seront démobilisés automatiquement. Parmi les volontaires, « il faudra garder les meilleurs », a ajouté le Dr Luboya qui conduit la délégation. Les volontaires à l'intégration devront donc passer par un processus incluant le recyclage, avant d'être affectés dans les différentes régions du pays.

A Punia, un processus a déjà été entamé, avant même l'arrivée de cette délégation. Le commandement de la 7^{ème} région militaire s'est en effet rendu sur place le 22 décembre, et a procédé à l'identification des combattants. Un délégué de la protection de l'enfance de la MONUC, ainsi que de l'ONG Care ont participé à cette mission, au

cours de laquelle les volontaires à la démobilisation ont rendu leurs armes. Près de mille combattants ex Maï-Maï se sont démobilisés volontairement. Au moment de ces opérations de démobilisation, une somme d'environ 5,000FC est remise à chaque combattant.

Les enfants soldats, qu'ils soient issus des rangs des combattants Maï-Maï ou de l'ANC/RCD (armée du mouvement rebelle du Rassemblement pour la Démocratie) ont été également démobilisés par les autorités politico-militaires locales de Punia. Vingt cinq ont déjà rejoint leurs familles alors que cinquante sont encore regroupés dans un centre d'accueil. Ils viennent de plusieurs villes de l'Est du pays. Ces enfants dont l'âge varie entre 12 et 17 ans sont pris en charge par Care international.

La population mise à contribution

La délégation interministérielle a finalement touché du doigt les problèmes posés par l'affluence de nombreux ex-combattants dans certaines villes de l'est. Outre le problème de sécurité qu'implique cette concentration d'hommes en armes dans certaines localités, la question de leur prise en charge se pose.

Si à Punia, les anciens combattants ont pu se disperser dans la cité, en attendant la mise en place des programmes qui leur sont destinés, à Lubutu et dans ses environs, les combattants sont en revanche livrés à eux-mêmes. Un calme apparent règne dans la cité, mais le prix de cette paix est payé en grande partie par la population : elle est appelée à contribuer matériellement à la survie des ex-combattants. « Un militaire affamé c'est difficile », explique l'administrateur civil. A Punia, malgré le bon déroulement de la démobilisation, la population a également été appelée à contribution.

Ce poids pèse lourd sur le dos d'une population démunie au sortir d'une longue période de guerre. La société civile locale de Lubutu l'a signifié à cette délégation lors d'une brève séance de travail, appelant le gouvernement à prendre ses responsabilités sans délai. Dr Luboya Kasongo reconnaît que le gouvernement a été pris de court, mais il annonce des mesures rapides du gouvernement de transition.

La délégation interministérielle poursuit sa mission. Après Bunia et Kisangani, elle s'est rendue à Kindu, et devrait également visiter Goma et Bukavu. Outre le ministère de la Défense nationale, et l'état major, elle est composée d'un représentant des ministères des Affaires sociales, de l'Intérieur, de la Décentralisation et de la Sécurité.

A bord du train... dans le Nord Katanga

PAR EXPEDIT MWAMBA MUBI

Le plus grand obstacle à la circulation des trains entre Lubumbashi et Kindu, et Lubumbashi et Kalemie reste à ce jour le mauvais état du pont de Nzovu, à treize kilomètres de Kabalo. Mais il y a aussi les herbes et les arbres qui gênent la circulation. Preuve: ce voyage effectué à bord du train Kambelembele.

A la gare de Katutu, le train Kambelembele arrivé depuis trois jours, s'apprête à repartir pour Lubumbashi. Sur le côté droit de la locomotive, à quelques mètres des rails, l'aide machiniste et d'autres membres de l'équipage sont occupés à creuser de la terre pour remplir un fut placé à l'avant de la locomotive. Ngoy Somwe, aide machiniste explique: «Le patinage! Il y a trop d'herbes. On patine à partir de Katutu jusqu'à Kamina. Sans sable, la locomotive ne peut pas avancer»

Patinage .Il est 7h40. C'est l'heure du départ. Trois minutes plus tard, les roues de la locomotive ont du mal à tourner. Elles se mettent à glisser sur l'herbe humide qui a envahi les rails. C'est comme si la locomotive avait perdu son souffle. C'est ce que

les machinistes appellent le patinage.

Des voyageurs « volontaires » descendent très vite du train. Ils se mettent à étendre de la terre sur les rails, sur une distance d'une cinquantaine de mètres. Le train peut alors repartir. Vingt minutes plus tard, ça patine de nouveau! Nouvelle descente des volontaires et nouveau jet de sable sur les rails!



L'ÉQUIPE DE LA LOCOMOTIVE (PHOTO M. B/MONUC)



grand arbre s'est abattu en travers de la voie ferrée. Une bonne dizaine de volontaires descendent et dégagent l'obstacle. A 9h15, la locomotive fait son entrée dans la gare de Ngwena

Les trente kilomètres qui séparent les gares de Katutu et Ngwena ont été couverts en 95 minutes. Avec une voie bien entretenue, la durée de ce voyage aurait été réduite de moitié.

Arbres en travers de la voie.

A une cinquantaine de mètres de là, un

A bord du M. V Lukuga, sur le lac Tanganyika

PAR EXPEDIT MWAMBA MUBI

Si l'on se réfère au récent naufrage sur le lac Mai Ndombe, voyager aujourd'hui par bateau est devenu risqué : la surcharge, le manque de matériel de sauvetage sans oublier les caprices de la météo et la furie du Lac Tanganyika sont autant d'ingrédients qui rendent les voyages aléatoires. Voici le récit d'un voyage mouvementé sur le lac Tanganyika à bord du M.V. LUKUGA entre le port de KABIMBA et celui d'UVIRA, soit environ trois cents kilomètres de navigation.

Ciment, paniers de poisson, sacs de charbon, volaille, et un singe.

Dès le petit matin, les voyageurs prennent littéralement d'assaut le M.V. LUKUGA, un bateau de 48 mètres de long sur 7 et demi de large, avec une capacité de six cents tonnes. Pas d'heure fixe pour l'embarquement. Chacun arrive quand il veut, embarque ce qu'il veut et comme il veut. En somme, aucun contrôle. A 14 heures, le chargement est terminé. En plus des

six cents tonnes de ciment, plus de quatre cents passagers sont montés à bord, et encore on y a ajouté des paniers de poissons, des sacs de charbon, de la volaille et même un singe.

On remarque encore à bord des dizaines de bidons vides, des planches et des matelas-mousse, embarqués par les voyageurs qui estiment ces objets utiles en cas de naufrage.

« Tout va très bien ».

Le M.V. LUKUGA est donc lourdement chargé. On le voit à partir des eaux qui commencent à envahir une partie du pont avant. Bien que le constructeur ait prévu des trous sur les deux côtés du navire à la hauteur du pont par où

les eaux peuvent entrer et ressortir, l'inquiétude commence à gagner bon nombre de passagers. Toutefois le capitaine Amuri Kafyeke se veut rassurant: «tout va très bien. Ce bateau a une capacité de six cents tonnes. Et puis, il peut recevoir dans ses réservoirs 30 mètres cubes de carburant. Or, nous n'avons que 9 mètres cubes donc, nous avons une garantie de vingt tonnes ».

installés sur le pont avant viennent se mettre à l'abri à l'arrière du navire, juste en dessous de la timonerie. Surchargé à l'arrière, le navire se cabre, et reçoit quelques flaques d'eau. Heureusement, les six cents tonnes de ciment déposés dans la cale devant la cabine de pilotage finissent par rétablir l'équilibre.

Uvira...enfin.

Dans la cabine de pilotage, le capitaine Amuri Kafyeke s'est placé aux côtés du barreur. Le lac et le ciel sont devenus tout noirs. La visibilité est nulle et cette panne d'électricité qui vient de priver le bateau de ses feux de position... Nous sommes à cinq heures de navigation de la ville portuaire d'UVIRA, juste dans la zone où le MV/KASHOBWE, un bateau de quarante tonnes a chaviré au mois de mars dernier. Bilan de cette dernière catastrophe: une centaine de morts ou disparus. C'était à la même heure que cette nuit.

Au bout de deux heures et demie de situation inconfortable, la tempête finit par baisser d'intensité, mais dame la pluie, elle, va nous tenir compagnie jusqu'à UVIRA. A 6h00 du matin, le port d'UVIRA est en vue : la joie des passagers explose.



LE PORT DE KALEMIE, SUR LE LAC TANGANYIKA (MICHEL BONNARDEAUX/MONUC)

Le ciment rétablit l'équilibre.

A 15h15 le M.V. LUKUGA appareille et met le cap sur UVIRA. Minuit trente: les passagers sont réveillés par des vents violents et frais. Une forte tempête assaisonnée d'une grosse pluie et d'éclairs qui déchirent le ciel. Vite! Vite! Les centaines de passagers

QUIPS : La section Affaires humanitaires de la MONUC a remis aux autorités locales la gestion d'un pont réhabilité.

PAR JACQUES MUAMBA

Le pont ONANE, situé sur la rivière qui porte le même nom, se trouve à 61 Km de Kisangani, sur la route de Bafwasende. Il avait été sévèrement endommagé au passage des chars blindés, et autres engins lourds, notamment lors des guerres qui se sont succédées dans la province orientale.

Le projet réalisé par Atlas Logistique et financé par la MONUC, consistait à retoucher les matériaux, et remplacer les traverses de ce pont long de 30 m sur 3,70m de largeur.

Un autre pont situé au PK 248 vers Bafwasende sera réhabilité avec un financement conjoint Care-MONUC. Les travaux débiteront au mois de janvier.

Il restera ensuite 3 ponts à réparer pour permettre la réouverture de la route reliant Kisangani à Bafwasende, et plus loin, l'Ituri. Cet axe routier est vital pour la ville de Kisangani, puisque c'est par là qu'arrivent de nombreux vivres, mais également le bétail en provenance de l'Ituri.

Parfois, de petites camionnettes prennent le risque de transporter des marchandises, mais actuellement, on y circule surtout à vélo. C'est également à vélo, que sont transportées de nombreuses marchandises, sur des distances atteignant parfois des centaines de kilomètres.



Contact MONUC BULLETIN : Christophe Boulierac & Nana R. Ngangoue

INFORMATION PUBLIQUE /MONUC

TEL: 00 243 81890 2082

001 212 963 0103 (EXTENSION 2082 OU 6393)

E-MAIL: BOULIERAC@UN.ORG

www.monuc.org